



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
13 mars 2003

Original: français

---

**Assemblée générale**  
**Cinquante-septième session**  
Point 33 de l'ordre du jour  
**Les causes des conflits et la promotion d'une paix  
et d'un développement durables en Afrique**

**Conseil de sécurité**  
**Cinquante-huitième année**

**Lettre datée du 5 mars 2003, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, le texte du discours prononcé par le Président de la République, S. E. M. Laurent Gbagbo, au sujet de l'accord de Marcoussis sur la crise ivoirienne.

Je vous saurais infiniment gré de bien vouloir publier ledit texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Noël Emmanuel **Ahipeud Guebo**



**Annexe à la lettre datée du 5 mars 2003, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Ivoiriens, Ivoiriennes,

Mes chers compatriotes,

Vous qui nous faites l'amitié d'habiter la Côte d'Ivoire,

Je m'adresse à vous aujourd'hui comme prévu, une fois de plus pour parler de la guerre, mais j'espère que ce sera pour parler de la fin de la guerre. Depuis le 19 septembre 2002, en effet, la Côte d'Ivoire, comme vous le savez, a été agressée, de façon injuste. C'était pour faire un coup d'État. Ce coup d'État a échoué. Ils se sont installés à Bouaké où ils ont fait un site. Et ce coup d'État manqué s'est transformé en rébellion armée. Depuis, pour faire la paix, pour obtenir la paix pour mon pays, je vais de pays en pays, de capitale en capitale : Accra, Dakar, Bamako, Lomé puis Paris récemment. Au moment où j'étais à Paris, après que les partis politiques et les mouvements rebelles ont fait la réunion de Linas-Marcoussis, vous vous êtes soulevés, de colère. Je n'ai pas attendu cinq secondes, je suis venu aussitôt, parce que ma place est d'être parmi le peuple. Quand je suis arrivé, j'ai vu cette colère. J'ai entendu cette colère. J'ai donc décidé de vous parler.

Mais avant de vous parler, j'ai décidé de vous écouter. Je pense qu'il faut d'abord écouter, comprendre, analyser, avant de parler. C'est pourquoi, tour à tour, j'ai réuni tous ceux qui constituent la force vive de la nation. J'ai écouté presque tout le monde. J'ai écouté pendant plusieurs jours. J'ai analysé, et aujourd'hui le temps est venu pour moi de dire la parole de la Côte d'Ivoire.

Je voudrais commencer par remercier la communauté internationale. D'abord, la CEDEAO, nos voisins, nos amis; ceux qui sont condamnés avec nous à vivre sur cette portion de terre qu'on appelle l'ouest africain. Dès les premiers jours de cette crise, ils se sont portés à notre secours. Je les remercie pour leur engagement à nos côtés. Je les remercie pour toutes ces dispositions qu'ils ont offertes pour régler pacifiquement cette crise. Je remercie particulièrement celui qui était le Président de la CEDEAO au moment où cette crise a éclaté : le Président Abdoulaye Wade. Je remercie celui qui nous a approchés le premier pour discuter de la crise ivoirienne : notre voisin, notre ami John Kufuor, qui est aujourd'hui Président en exercice de la CEDEAO. Je remercie le général Gnassingbé Eyadéma qui, pendant plus de deux mois, a abrité les pourparlers entre les forces gouvernementales et les forces rebelles. Je remercie l'Union européenne qui, à travers les chefs d'État successifs qui la dirigent, nous a apporté son soutien. Récemment, à la Conférence de Paris, le Président de la Commission de l'Union européenne, Romano Prodi, nous a proposé une aide importante si la paix revenait. Je remercie, en même temps que l'Union européenne, la France qui, au sein de l'Union européenne, a joué un rôle capital, un rôle de sécurisation sur le terrain en Côte d'Ivoire et un rôle d'agitation à l'intérieur de l'Europe et à l'intérieur du monde pour attirer l'attention des autres nations industrialisées sur le cas de la Côte d'Ivoire. Je remercie naturellement, et enfin, l'Organisation des Nations Unies, son Secrétaire général, Kofi Annan, notre frère, notre voisin. Depuis le début de cette crise, il m'appelle autant de fois qu'il peut. Il soutient notre cause. Partout où nous sommes, il est présent, ou bien à titre

symbolique, il envoie un délégué. Je lui suis reconnaissant d'avoir attiré l'attention des Nations Unies sur le sort injuste qui nous est fait. Les Nations Unies ont déjà adopté deux résolutions. Je leur en suis reconnaissant.

Maintenant, je voudrais parler au peuple de Côte d'Ivoire, mon peuple. Que vous dire? ... Nous sommes ensemble. Nous sommes ensemble. Depuis toujours, je vous connais, et vous me connaissez. Je crois que c'est cela que certains ne perçoivent pas. Je vous connais et vous me connaissez. Jamais je ne vous ai trahis, jamais je ne vous trahirai. Je me rends compte que vous-mêmes, jamais vous ne m'avez trahi... Vous m'avez accompagné à Paris dans une escorte émouvante. Les cris de joie le disputaient aux larmes. Depuis Cocody jusqu'à l'aéroport, vous étiez massés le long de la route. Quand je suis revenu précipitamment de Paris, à 23 heures passées, vous étiez encore là, présents le long de la route, m'encourageant à résister, m'encourageant à tenir. Depuis l'aéroport jusqu'à Cocody, vous étiez encore là. Je vous suis reconnaissant car ça, c'est le prix du travail que nous faisons ensemble. Ce prix là est au-dessus de tous les prix.

Depuis 1990, vous n'aviez cessé de m'apporter votre chaleur, votre soutien. C'est Dieu seul qui pourra vous remercier. En tout cas, moi en tant qu'homme, je ferai tout ce que je peux pour mériter toujours votre confiance. Quand je dis que je salue le peuple, je salue le peuple dans sa globalité. Mais je salue les jeunes, mobilisés comme jamais, les femmes, les travailleurs... Tout ce monde là qui vient de démontrer encore la légitimité que j'ai à exercer ce pouvoir.

La première fois que le peuple de Côte d'Ivoire m'a donné une légitimité, c'était le 22 octobre en votant massivement pour moi (plus de 59 % des voix; c'est un score très large). La deuxième fois qu'il m'a donné la légitimité, c'est au moment où on a voulu détourner ce vote. Le peuple est descendu massivement dans les rues et est allé chercher dans la rue ce qu'il m'avait donné dans les urnes, c'est-à-dire le pouvoir d'État. Aujourd'hui, depuis que cette guerre a éclaté, le peuple me donne une troisième légitimité en étant présent, quotidiennement, dans la rue pour expliquer qu'ils ont voté un homme et qu'ils soutiennent cet homme-là. Qu'ils ont mis en place un pouvoir et qu'ils soutiennent ce pouvoir-là. Tel est le message que vous me faites parvenir, tel est le message que vous faites parvenir au monde... Je suis avec vous. Je ne vous trahirai pas.

Nous sommes engagés ensemble dans une révolution démocratique. Je crois que souvent les gens ne perçoivent pas bien ce qui se passe en Afrique et en Côte d'Ivoire. Mais c'est une révolution démocratique en Côte d'Ivoire. La partie visible de cette révolution a commencé en 1990. Mais ça a été une gestation longue, difficile, douloureuse, où certains de nos camarades de combat ont perdu la vie. Certains ont été gagnés par le découragement et ont abandonné la lutte. Nous autres, qui sommes là devant vous aujourd'hui, nous sommes les survivants de ce combat. Et c'est à juste titre que vous nous rendez honneur pour toutes les privations que nous avons subies, pour toutes les humiliations que nous avons subies et pour tout le parcours épineux que nous avons fait. Je suis avec vous. Nous sommes ensemble et jamais je ne vous trahirai. Je vous demande maintenant, à vous, de ne pas en vouloir aux hommes politiques présents à Marcoussis et en France. Eux tous, quels que soient leur partis, quelles que soient leurs positions, étaient animés d'un seul désir : faire revenir la paix. Aucun d'entre eux n'a trahi. Chacun a cru bien faire. C'est à nous aujourd'hui, plus particulièrement à moi, chef d'État, d'assumer tout ce qui a

été fait par les partis politiques présents à Linas-Marcoussis. Je demande aux partis politiques eux-mêmes de ne pas se tirer dessus. L'heure est au rassemblement.

L'heure est au rassemblement pour sauver la Côte d'Ivoire, pour trouver le chemin de la paix. Le chemin de la paix, il est difficile à trouver. Ce n'est pas un chemin aisé. Ce n'est pas une route bitumée, large, avec six couloirs. C'est une piste qu'on ne perçoit pas, quelquefois rocailleuse, sablonneuse, pleine d'épines. C'est ça le chemin de la paix... Que partout chaque homme politique fasse son travail pour trouver le chemin de la paix pour toute la Côte d'Ivoire. Ceux qui ont trébuché, qui se sont trompés et qui sont tombés, donnons-leur la main pour les relever. Mais ne leur tirez pas dessus.

En politique, il y a deux voies. Il y a la trahison, qui est un acte volontaire, et il y a l'erreur, qui est un acte involontaire. Si quelqu'un trahit, alors oui, tirons-lui dessus. Mais s'il n'a pas trahi et qu'il s'est trompé de bonne foi, tendons-lui la main pour le relever.

Chers amis, chers compatriotes, ne tirez pas sur vos représentants qui étaient à Linas-Marcoussis car je suis convaincu que chacun, en ce qui le concerne, a voulu faire du bon travail. À ce niveau du discours, il nous faut marquer une solidarité avec toutes les victimes de la guerre, une guerre inattendue, donc une guerre non préparée. Ils sont tous les héros tombés au champ d'honneur. Je parle d'abord, évidemment, de ceux qui sont morts. Parmi les morts, il faut distinguer ceux qui, comme Boga Doudou, n'ont pas eu la chance de s'enfuir; ceux qu'on a trouvés dans leur lit et qu'on a assassinés froidement, parce que leur mort était programmée : Dagrou Loula, Dalli Oblé, colonel Yodé... Nous ne les oublierons pas et nous ne les oublions pas et nous ne pouvons pas les oublier. Victimes d'une barbarie sans nom, sans aucune justification, ils sont morts pour nous. Et ils sont morts parce qu'on voulait nous tuer, nous tous.

Mais ils ne sont pas les seules victimes. Il y a leurs épouses, leurs enfants, que nous n'avons pas le droit d'oublier. J'ai une pensée pour tous les réfugiés, tous ceux qui, surpris par la guerre, se sont réfugiés dans les pays voisins : un rêve pour les Ivoiriens! Les Ivoiriens réfugiés? C'est au contraire la Côte d'Ivoire qui était la terre qui accueillait tous les réfugiés, de l'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs. Aujourd'hui, cette guerre a bouleversé toutes ces données. Les Ivoiriens sont réfugiés au Mali, en Guinée, au Libéria, au Ghana... Je voudrais leur dire que nous avons mis en place des mécanismes pour les ramener au pays. Certains, parce qu'ils n'ont pas encore été ramenés, croient qu'on les a oubliés. Une mère peut-elle oublier ses enfants? La nation peut-elle oublier ses citoyens? Non, ils ne sont pas oubliés. C'est la lenteur des moyens logistiques que nous avons mis en place, c'est la rotation des avions qui fait qu'ils semblent être oubliés... Ils rentreront tous. Et les déplacés? Ces réfugiés des temps modernes qui sont réfugiés dans leur propre pays. Beaucoup d'entre eux ont tout perdu.

Aux populations étrangères vivant en Côte d'Ivoire, je voudrais leur dire ceci : malgré une propagande haineuse qui se déferle contre la Côte d'Ivoire, certains disent la vérité et le droit. Ils refusent de partir parce qu'ils sont en sécurité. Et même d'autres qu'on contraint quasiment à partir partent, mais parlent. Cette guerre est absurde et abjecte. En attaquant la Côte d'Ivoire, on a attaqué le coeur de l'Afrique de l'Ouest. C'est aujourd'hui que tout le monde le comprend.

En attaquant la Côte d'Ivoire, on attaque le coeur de l'Afrique de l'Ouest. Honneur à ceux-là dont on dit que nous ne les aimons pas et qui disent qu'ils se sentent encore mieux dans une Côte d'Ivoire en guerre que dans leur pays d'origine, et qui sont là. Je les salue et je dis qu'il n'y a pas plus grand témoignage que leur présence parmi nous. Avant d'entrer dans l'analyse sommaire des textes de Marcoussis, je voudrais saluer nos forces de défense et de sécurité qui aujourd'hui sont en première ligne. Je veux dire l'armée d'abord, l'armée et les forces terrestres, les forces aériennes, la marine et, selon notre organigramme actuel, les sapeurs-pompier, la gendarmerie que je salue parce qu'elle a payé beaucoup. La police qui a été transformée par la force des choses de police, c'est-à-dire force de maintien de paix quotidienne, en force de combat. La BAE, la brigade antiémeute notamment, a joué le rôle de combat comme une force militaire. Les douanes ... Ô les douanes! elles m'ont fait tellement honneur. Pendant cette période de crise, elles ont fait des entrées supérieures à nos prévisions d'État de paix, les eaux et forêts, et les sapeurs-pompier je les salue d'abord parce qu'ils ont subi l'agression de plein fouet. Le chef d'État-major a été attaqué dans la nuit du 18 au 19 septembre. Ses hommes ont fait front alors qu'une colonne de rebelles tentait de couper la route de Bingerville, pour les empêcher de venir. Ils ont dégagé le bouchon. Ils sont venus aider les gendarmes enfermés à l'école de gendarmerie. L'école de gendarmerie a subi cette nuit-là le plus grand choc. Nuit noire, nuit de tristesse, nuit de larmes. La gendarmerie a été attaquée sur plusieurs fronts. Le domicile du commandant supérieur de la gendarmerie a été attaqué et mitraillé à l'arme lourde. Le camp de gendarmerie d'Agban, le célèbre camp de gendarmerie d'Agban, a été encerclé et mitraillé. Les rebelles sont même entrés jusqu'à l'intérieur, ils ont tenté de prendre le magasin d'armes et la poudrière et d'exterminer tout ce corps d'élite. Ils ont réussi à se défaire de leurs agresseurs. L'école de gendarmerie a été attaquée à l'arme lourde : des lance-roquettes antichar, et nos hommes ont eu le dessus. La police, la brigade antiémeute de Yopougon a été encerclée et attaquée à l'arme lourde. Tous ceux-là se sont battus vaillamment, ils ont repoussé l'ennemi, ils l'ont chassé d'Abidjan. Honneurs et gloire à nos forces armées. Aujourd'hui, les rebelles occupent une partie du territoire ivoirien. Ils se répandent dans toutes les radios. Ils disent qu'ils occupent 60 % du territoire. Je n'ai pas fait de calcul pour savoir exactement le pourcentage de territoire qu'ils occupent. Mais ce qui est certain, c'est que nos forces armées, notre gendarmerie, notre police, ont réussi à sécuriser 90 % de l'outil économique, et 90 % de l'outil de production économique se trouvent sous contrôle des forces gouvernementales. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire continue de vivre normalement. Ce qui est certain, c'est que nos forces de défense et de sécurité ont réussi à sécuriser 82 % de la population... Voilà la vérité. C'est cela la vérité et c'est pour cela aussi que ce coup d'État a échoué. Voilà, chers amis, pourquoi je dis honneur et gloire à nos forces de défense, à nos forces de sécurité. Maintenant, nous allons parler de l'objet de votre colère. Quand je suis entré chez moi, un de mes amis m'a dit : « Est-ce que le peuple qui est dans la rue, selon toi, a des raisons d'être dans la rue? »

Maintenant, nous allons parler de l'objet de votre colère. Quand je suis rentré chez moi, j'ai des amis qui m'ont demandé si le peuple qui est dans la rue selon moi a tort d'être dans la rue. Je leur ai dit non. Et que si je n'étais pas Président de la République, je serais avec eux sur la Place de la République. Je comprends votre colère. À un moment où les discussions n'étaient pas encore achevées, il était insoutenable de voir un rebelle apparaître à la télévision pour dire qu'il est Ministre de la défense et que son ami est Ministre de l'intérieur, c'est cela qui a mis le feu

aux poudres. À partir de ce moment-là, plus personne n'a accepté de regarder réellement ce qui se passait à Marcoussis et à Paris. C'est pourquoi, je dis que si je n'étais pas Président de la République, je serais dans la rue avec vous. Car vous avez raison. C'est pourquoi, avant d'entreprendre toute analyse, je voudrais souligner deux points. L'armée de Côte d'Ivoire, la gendarmerie de Côte d'Ivoire et la police de Côte d'Ivoire ne seront pas désarmées. Cet aspect qui se trouve dans les textes de Marcoussis et qui a été nuancé dans les annexes a fait l'objet de plusieurs coups de fils et de plusieurs démarches de la part du Gouvernement français. Qui m'a rassuré que c'était une mauvaise lecture et qu'il n'a jamais été dans l'intention de ceux qui ont rédigé ce document que nos forces de défense et de sécurité soient désarmées. Donc, je vous rassure qu'il n'est pas du tout question que les Fanci, la gendarmerie et la police de Côte d'Ivoire soient désarmées. Que cela soit clair pour tout le monde.

Le deuxième point, c'est que je n'ai pas encore formé de gouvernement.

Donc, il n'est pas question de dire que tel ministère appartient à tel, ou que tel autre ministère appartient à tel autre. Les ministères ne sont attribués que lorsque le Président de la République de par les pouvoirs que vous lui avez donnés en l'élisant, pouvoirs confirmés par la Constitution, signe le décret nommant le gouvernement de la République. Je n'ai nommé aucun gouvernement.

À partir de ce moment, je peux reprendre les textes des accords de Marcoussis et en parler. Le texte de Marcoussis, nous pouvons en parler à l'aise. Je voudrais d'abord vous dire qu'il y a une grande différence entre les pourparlers de Lomé et les pourparlers de Marcoussis. Les pourparlers de Lomé ont été organisés par le Président Eyadéma, coordonnateur du Groupe de contact de la CEDEAO sur la Côte d'Ivoire. Il m'a demandé de lui dépêcher une délégation de l'État qui discuterait avec les groupes de rebelles. J'ai donc désigné une délégation équilibrée composée des membres de tous les partis, des membres du gouvernement, un officier des Fanci, un officier de la gendarmerie et un officier de la police. La discussion a eu lieu deux mois durant. L'essentiel, c'est que c'était l'État qui discutait directement avec les rebelles. Pour Linas Marcoussis, la puissance invitante, c'est-à-dire la France, a invité directement des partis politiques au nombre de sept. Et en plus des partis désignés, trois mouvements rebelles. En droit, il était donc affirmé que c'est une discussion entre des entités privées. Mais je suis le chef de l'État et l'objectif de la discussion était de rechercher la paix en Côte d'Ivoire. Je ne peux donc pas dire que je rejette ces textes même si l'État n'était pas directement partie prenante dans la discussion. Ce n'est pas possible. Le texte qui est sorti de Marcoussis est un texte de compromis. Je l'ai dit à Paris, aucun texte de compromis n'est bon. Tous les textes de compromis que je connais sont tous des mauvais textes. Avec lesquels il faut faire. Ce sont des textes mal taillés avec lesquels il faut travailler. Les aspects les plus saillants dans les textes de Marcoussis, en ce qui concerne ce qui n'est pas bon, ce sont les parties où ce texte est en contradiction avec la Constitution de la Côte d'Ivoire. Je peux par exemple citer que dans les textes de Marcoussis, le Premier Ministre nommé est inamovible jusqu'en 2005. Cela est incompatible avec la Constitution qui stipule que le Président de la République nomme le Premier Ministre et met fin à ses fonctions. Il y a comme cela quelques points où on a essayé de faire glisser notre régime présidentiel vers un régime parlementaire. Mais nous ne sommes pas dans un régime parlementaire. Nous sommes dans un régime présidentiel et la clef de voûte de toutes les institutions, c'est le Président de la République.

J'entends conserver toutes les prérogatives que la Constitution met à ma disposition.

J'entends prendre toutes les responsabilités qui sont contenues dans la Constitution. C'est pourquoi je vous dis que le texte de Marcoussis ne sera pas considéré comme une constitution *bis*. Entre le texte de Marcoussis et la Constitution, j'appliquerai la Constitution. C'est pourquoi, j'ai déjà dit que tout ce qui se trouve dans le texte de Marcoussis ou la transformation de tel article de la Constitution de telle loi ne peuvent être considérés que comme des propositions parce que nous n'allons pas dessaisir le peuple de ses prérogatives en matière de référendum et nous n'allons pas dessaisir l'Assemblée nationale de ses prérogatives en matière de vote des lois. Ceci dit, le texte de Marcoussis a été écrit dans l'esprit de trouver une solution à notre problème actuel.

Il faut donc remercier tous ceux qui ont travaillé à Marcoussis, car leur objectif c'est de trouver la paix et nous Ivoiriens aujourd'hui, nous cherchons la paix. Et ce texte affirme d'emblée le principe de l'intégrité territoriale de la Côte d'Ivoire. Il affirme le respect des institutions de la République, la réinstauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, la condamnation des coups d'État et la voie des urnes comme voie unique pour accéder au pouvoir. C'est pourquoi je vous invite, chers compatriotes, à accepter l'esprit des accords de Marcoussis comme bases de travail. Nous ne sommes pas seuls.

Toute la communauté internationale nous regarde. Depuis l'adoption de ce texte, la CEDEAO, l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU nous appellent pour dire, ce n'est pas grave, adoptez le texte et après on fera les aménagements indispensables. Sinon, nous sommes avec vous. On ne peut pas vivre comme si on était seuls. On ne peut pas vivre comme si nous étions en vase clos.

Je voudrais dire à tous ceux qui nous ont apporté des soutiens et qui sont intervenus auprès de moi durant ces 10 derniers jours que j'accepte et que je m'engage dans l'esprit du texte de Marcoussis. Je ne sais pas tricher, je ne suis pas un tricheur. Donc, j'accepte effectivement l'esprit et le cadre général des accords de Marcoussis. C'est pourquoi, d'ailleurs, à Paris j'ai signé un décret pour nommer un Premier Ministre, Seydou Diarra, après avoir consulté ceux qui étaient présents à Paris. Je sais que sa nomination irrite beaucoup d'entre vous et que vous êtes fâchés contre moi pour cet acte. Je vous comprends. Vous êtes fâchés pour deux raisons : d'abord, parce que je l'ai fait à Paris, même si je l'ai fait dans notre ambassade. Ensuite, parce que vous ne voulez pas que votre gouvernement qui faisait un si bon travail pour vous change. Je vous comprends. Mais, j'ai fait une analyse. Je dis, pour l'instant, gardons le soutien de la communauté internationale. Elle me pousse à aller vers un compromis. Je fais ce compromis, et c'est pour vous que j'ai fait ce compromis. J'ai dit tantôt que la Constitution s'appliquera.

Laissez Seydou Diarra faire ses consultations et me proposer un gouvernement. Votre rempart, c'est que la dernière signature c'est toujours moi. C'est ça votre rempart. Un document que je n'ai pas signé n'est pas valable. Donc, vous avez l'assurance que votre homme, votre frère est là et qu'il veille sur vos intérêts. Laissez Seydou Diarra travailler, laissez-le nous proposer un gouvernement qui puisse travailler pour ramener rapidement la paix en Côte d'Ivoire. Si la nomination de Seydou Diarra peut nous amener la paix en Côte d'Ivoire, je ne regrette pas de l'avoir nommé. Mais si sa nomination doit aiguïser la contradiction et éloigner de nous la paix, nous le saurons bientôt. Tant qu'on ne l'a pas laissé

travailler, on ne peut pas se rendre compte. C'est moi qui vous demande pardon. Je vous demande pardon au nom de toutes les erreurs qui ont pu être commises à Marcoussis ou à Paris. Je vous demande pardon pour tout ce qui a pu vous heurter. Mais sachez qu'en ce qui me concerne, tout ce que j'ai fait, c'est en pensant à vous que je l'ai fait. Moi je n'ai aucun intérêt propre. Je vous ai déjà dit que je ne suis ni planteur, ni industriel, ni commerçant. Mon seul intérêt, c'est que ce mandat que vous m'avez donné, qu'il réussisse et que vous ayez ce que vous n'avez jamais eu. C'est ça qui est mon seul intérêt. Donc, je vais travailler à l'application du texte de Marcoussis.

Je vais travailler à l'application de l'accord de Marcoussis. Je vais travailler à l'application de cet accord tant que cet accord n'est pas en contradiction avec notre Constitution. Sur ce plan-là, il faut vous tranquilliser, on ne fera rien de contraire à ce que vous avez décidé. Au contraire, tout ce que nous allons tenter de faire, c'est une nouvelle tentative pour retrouver la paix. On a déjà essayé Accra. On a essayé Bamako. On a essayé Lomé. On a essayé Dakar. Mais essayons encore. Marcoussis et Paris, essayons encore. C'est nous qui cherchons la paix, c'est nous qui sommes demandeurs. C'est notre pays qui est divisé, nous cherchons, nous cherchons, essayons ça. Et si cela ne marche pas, on verra bien. Mais si ça marche, et je souhaite que ça marche, parce que nous sommes fatigués de la guerre. Si ça marche, et bien! Nous aurons tous retrouvé le sourire.

Chers compatriotes, faisons preuve de patience. Faisons preuve de tolérance. J'ai appelé au rassemblement. Et il n'y a pas de rassemblement sans tolérance. Essayons ce nouveau remède. On nous a proposé beaucoup de remèdes, je vous ai déjà indiqué le remède d'Accra, le remède de Dakar, le remède de Lomé, le remède de Bamako. On n'a pas été guéris, c'est pourquoi on est encore là. Et j'aime bien l'expression qu'a utilisée Thabo Mbeki à Paris. Il a dit : « Nous les Africains, nous sommes venus à Paris parce que nous n'avons pas trouvé de solution en Afrique »; c'est là notre drame. Essayons donc ce médicament et faisons en sorte qu'il nous guérisse. S'il nous guérit, c'est terminé. S'il ne nous guérit pas, nous essayerons un autre médicament. Mais pour le moment, faisons confiance à ce médicament et faisons tout pour qu'il nous guérisse, qu'il nous sorte de l'état de guerre.

Je suis déterminé à libérer ce pays. Je suis déterminé à faire en sorte que l'autorité de l'État s'étende sur la totalité du pays. Je suis déterminé à laisser à mon successeur la totalité du pays telle que je l'ai reçue. Allez au travail! Allez au travail! Allons tous au travail! Vous savez que ce qui fait la Côte d'Ivoire, c'est sa capacité à produire les richesses. Si nous sommes envieux, c'est parce que nous travaillons. Je vous rappelle que nous sommes quand même le premier producteur de cacao. Je vous rappelle que nous avons 40 % des richesses de l'UEMOA. Nous n'allons pas perdre cela. Allons au travail! Élèves, étudiants, allez à l'école. S'il faut que je vous appelle pour défendre la patrie, je vous appellerai. Faisons preuve de tolérance. Faisons preuve de confiance les uns dans les autres. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire!

Je vous remercie.

---